



Bras de fer

Trump en Asie : vers la fin de la guerre commerciale entre États-Unis et Chine (et à quel prix...) ?

Donald Trump assure que la Chine finira par signer un accord. Pourtant, à la veille de sa rencontre avec Xi Jinping au sommet de l'APEC, la rivalité sino-américaine s'enracine plus qu'elle ne s'apaise. Les surtaxes, les restrictions sur les exportations stratégiques et l'« arsenalisation » du commerce ont transformé la guerre économique en duel d'influence. Une trêve est possible, mais fragile : les deux puissances restent prisonnières d'une dépendance mutuelle – les terres rares contre les microprocesseurs – et d'une méfiance politique croissante.

Atlantico : Donald Trump, actuellement en Asie pour négocier notamment avec la Chine, a assuré que Pékin finirait par signer un accord. Avec les négociations en cours entre La Maison Blanche et Xi Jinping sur les tarifs et les terres rares, quel cadre pourrait émerger pour apaiser les tensions, et à quel coût pour les priorités technologiques américaines ? Quid de la Chine ?

Jean-Marc Siroën : Définir un cadre de négociation devrait signifier que les parties prenantes recherchent une certaine stabilité. Or la stratégie de Donald Trump est de créer une instabilité qui, selon lui, le met dans une position plus favorable dans la négociation. Ses menaces sont d'autant plus crédibles qu'elles sont sinon mises en œuvre, du moins programmées. Ainsi, depuis le début de son second mandat, et c'était vrai aussi lors de son premier, il n'a cessé d'alterner le haut le bas, les insultes et les mots doux, les attaques et les compromis. Après s'être envoyés à la figure des [droits de douane](#) à 3 chiffres, la Chine et les

Etats-Unis s'étaient accordés sur une surtaxe américaine de 30% et une surtaxe chinoise de 10% jusqu'à la décision chinoise de limiter et de contrôler les exportations de terres rares pour lesquelles la Chine dispose d'un quasi-monopole, une mesure qui répondait à la décision américaine de renforcer leur contrôle sur des exportations stratégiques (microprocesseurs, logiciels,...) qui visaient les firmes chinoises et leurs filiales.

La rencontre de jeudi entre Trump et Xi Jinping à l'occasion du sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) devrait de nouveau apaiser le bras de fer sino-américain mais tout accord restera fragile. Je doute qu'il permette de trouver un équilibre durable entre deux puissances qui se chercheront encore un bon moment avant d'avoir trouvé les limites de l'une et de l'autre.

Ce qu'il faut aussi relever c'est l'évolution des conflits commerciaux et leur « arsenalisation » assez spectaculaire. On est passé d'une déclaration de guerre commerciale avec des instruments classiques -les droits de douane- à des conflits qui, sans être inédits, étaient moins habituels comme les restrictions aux exportations de produits stratégiques (microprocesseurs, terres rares, etc.) avec, en plus, un contrôle sévère de l'usage qui serait fait des exportations autorisées sous licences. Ce contrôle conduit à généraliser un principe qui remet en cause la souveraineté des Etats : l'extraterritorialité dont se soucie peu le droit international et qui permet à un pays de sanctionner une entreprise partout dans [le monde](#) pour l'usage qu'il ferait d'un produit qu'il aurait exporté. Entre autres, les industries de défense seraient particulièrement visées.

Quelles peuvent être les implications et l'impact d'une trêve commerciale sur l'économie américaine ? Compte tenu des discussions actuelles, une entente pourrait-elle relancer les exportations agricoles et protéger les emplois, ou maintiendrait-elle une vulnérabilité à long terme vis-à-vis de la Chine ?

Jean-Marc Siroën : Il faudrait encore que la trêve soit crédible. Certes, il est fort possible que la Chine rachète du soja américain. Peut-être même assouplira-t-elle ses licences d'exportation pour les terres rares si les Etats-Unis cèdent dans d'autres domaines. Je doute néanmoins qu'en sorte rapidement un cadre stable et durable de type que celui qui n'a pas si mal fonctionné dans l'après-guerre, celui du GATT puis de l'OMC dont Trump ne veut pas entendre parler -ce qui est bien dommage- préférant les bras de fer.

Cela dit, l'économie des deux pays est contradictoire. La Chine semble prête à conquérir une position dominante dans certains secteurs stratégiques liés à l'industrie du renouvelable et les automobiles électriques, dans une économie qui ne parvient pas à relancer sa croissance, à en finir avec une surproduction qui pousse ses prix à la baisse, un [endettement](#) non maîtrisé, un chômage des jeunes persistant et un déclin démographique incontournable. Quant aux Etats-Unis, elle voit un danger de concurrence chinoise, voire de

suprématie, dans la haute technologie dans une économie à croissance ralentie et perturbée par une politique brouillonne. Le fait que deux pays produisent des biens dont l'autre a impérativement besoin (comme les microprocesseurs côté américain, les terres rares du côté chinois) dans un contexte de fortes tensions politiques peut aussi bien pousser au compromis qu'à la confrontation.

Dans quelle mesure faut-il penser que les autres partenaires asiatiques des Etats-Unis (et notamment le Japon) peuvent jouer un rôle (direct ou indirect) dans les négociations à l'heure actuellement ? À quel point faut-il penser que celui-ci serait de nature à favoriser l'un ou l'autre des partis ?

Jean-Marc Siroën : Jusqu'à maintenant, les penchants isolationnistes du Président Trump l'ont conduit à moins s'intéresser à l'Asie que ses prédécesseurs allant même jusqu'aux doutes sur le maintien du soutien américain à Taiwan. Il est possible que sa tournée actuelle dans le continent annonce un nouvel intérêt pour la région. INTEL, Nvidia et AMD ont ainsi besoin des puces de la taïwanaise TSMC, mais les entreprises chinoises aussi. Les pays asiatiques ont donc tout intérêt à l'apaisement. Ont-ils pour autant une quelconque influence sur les deux géants ? Peut-être, mais limitée. Trump ne se rend pas au sommet de l'APEC pour renforcer la coopération régionale entre les deux rives du Pacifique mais pour discuter avec quelques-uns des dirigeants invités, gagner des points pour le jury du Noble (signature d'un traité de paix entre la Thaïlande et le Cambodge) et rencontrer, peut-être, le nord-coréen [Kim Jong-un](#) qui n'a pas grand-chose à faire de l'APEC.

En ce qui concerne le Japon, traditionnellement en retrait, l'arrivée au pouvoir d'une dirigeante conservatrice, Mme Sanae Takaichi, devrait a priori, renforcer la position américaine si, toutefois, son nationalisme ne la conduit pas au contraire à s'émanciper davantage des Etats-Unis.

Même si les pays asiatiques ne tiennent pas à entretenir le feu, le fait est que certains d'entre eux ont profité du conflit commercial avec la Chine. La Malaisie, le Vietnam ou les Philippines par exemple ont vu ainsi leurs exportations vers les Etats-Unis croître fortement. Ils pourraient en plus bénéficier de la désaffection des investisseurs vis-à-vis de la Chine.